

## MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

### REGLEMENT DE LA CONSULTATION (RC)

#### *L'acheteur exerçant la maîtrise d'ouvrage*

Ministère de la Transition écologique et cohésion des territoires /  
Direction Générale de l'Aviation Civile (DGAC)  
Direction des Services de la Navigation Aérienne (DSNA)

#### *Représentant De l'Acheteur (RA)*

Madame la cheffe des Services de la Navigation Aérienne Sud Sud Est

#### *Objet de la consultation*

Remplacement de l'ILS 13L de la piste principale de l'aéroport Marseille Provence – Travaux  
de Génie Civil

#### *Remise des offres*

Date et heure limites de réception : **6 mars 2026 à 16h00**  
(heure locale de l'adresse du RA)

# REGLEMENT DE LA CONSULTATION (RC)

## SOMMAIRE

|  |           |
|--|-----------|
| <b>ARTICLE PREMIER. OBJET DE LA CONSULTATION .....</b>                                   | <b>4</b>  |
| <b>ARTICLE 2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION.....</b>                                     | <b>4</b>  |
| 2-1. Définition de la procédure .....  | 4         |
| 2-2. Décomposition en tranches et en lots .....  | 4         |
| 2-3. Nature de l'attributaire.....   | 5         |
| 2-4. Compléments à apporter au cahier des clauses techniques particulières .....         | 5         |
| 2-5. Variantes .....   | 5         |
| 2-6. Prestations supplémentaires éventuelles .....                                       | 5         |
| 2-7. Exigences minimales de la négociation.....  | 5         |
| 2-8. Délai d'exécution des travaux .....   | 5         |
| 2-9. Modifications de détail au dossier de consultation.....                             | 5         |
| 2-10. Délai de validité des offres .....   | 6         |
| 2-11. Dispositions relatives aux prestations intéressant la Défense.....                 | 6         |
| 2-12. Garantie particulière pour matériaux de type nouveau .....                         | 6         |
| 2-13. Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs sur le chantier (SPS).....     | 6         |
| 2-14. Mesures particulières concernant la propreté en site urbain.....                   | 6         |
| 2-15. Appréciation des équivalences dans les normes et les labels .....                  | 7         |
| 2-16. Clauses sociales et environnementales .....  | 7         |
| 3-1. Solution de base .....  | 7         |
| 3-1.1. Documents fournis aux candidats .....   | 7         |
| 3-1.2. Composition du dossier à remettre par les candidats .....                         | 8         |
| 3-1.3. Fourniture d'échantillons, de maquettes ou de prototypes .....                    | 12        |
| 3-1.4. Documents à fournir par le candidat susceptible d'être retenu.....                | 12        |
| 3-2. Variantes .....   | 12        |
| <b>ARTICLE 4. SELECTION DES CANDIDATURES - EXAMEN DES OFFRES ET<br/>NEGOCIATION.....</b> | <b>13</b> |
| 4-1. Sélection des candidatures.....   | 13        |
| 4-2. Jugement et classement des offres .....   | 13        |
| 4-3. Méthode de calcul des offres .....  | 15        |
| <b>ARTICLE 5. CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DE L'OFFRE .....</b>                       | <b>16</b> |
| 5-1. Offre remise par échange électronique sur la plate-forme de dématérialisation ..... | 16        |

|   |           |
|---|-----------|
| <b>5-2. Copie de sauvegarde sur support papier ou sur support physique électronique .....</b> | <b>17</b> |
| <b>ARTICLE 6. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES .....</b>  | <b>18</b> |
| <b>ARTICLE 7. VISITES DES LIEUX.....</b>  | <b>19</b> |
| <b>ARTICLE 8. PROCEDURES DE RECOURS .....</b>   | <b>19</b> |
| <input type="checkbox"/> ANNEXE N°1 AU REGLEMENT DE LA CONSULTATION.....                      | 20        |
| <input type="checkbox"/> ANNEXE N°2 AU REGLEMENT DE LA CONSULTATION.....                      | 22        |
| <input type="checkbox"/> ANNEXE N°3 AU REGLEMENT DE LA CONSULTATION.....                      | 34        |

## REGLEMENT DE LA CONSULTATION

***Dans tout ce document, le représentant de l'Acheteur est désigné par l'abréviation RA et le code de la commande publique est désigné par l'abréviation CCP.***

***Le CCAG considéré est issu de l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de Travaux.***

### **ARTICLE PREMIER. OBJET DE LA CONSULTATION**

Les prestations de génie civil, de terrassement et de VRD décrites dans le présent marché s'insèrent dans le projet global de remplacement de l'ILS 13L de la piste principale (piste 1) de l'aéroport Marseille Provence et d'une intervention ponctuelle sur la rose de mesure du LOC 31 R de l'ILS 31R

Le remplacement de ce système d'atterrissage aux instruments de la piste 1 (ILS 13L composé d'un Localizer, d'un Glide et d'un dispositif de mesure de distance d'atterrissage (DME Att)), nécessite la démolition partielle ou totale et la reconstruction des infrastructures génie-civil pour l'implantation des nouveaux équipements ainsi que des prestations de VRD (zones de stationnement, chambres de tirages, tranchées de courtes distances).

Le présent marché comporte à la fois le volet dépose/démolition (abris, dalles, massifs...) et le volet création (y compris dimensionnement) de dalles support et mise en place de fourreaux entre emplacements actuels et emplacements à créer.

Les travaux comprennent :

- L'ensemble des travaux à réaliser au niveau du LOCALIZER de l'ILS 13L (LOC 13L)
- L'évacuation de l'abri technique du GLIDE de l'ILS 13L (GLIDE 13L)
- Une intervention ponctuelle sur le LOC de l'ILS 31 R (LOC 31R).

Le lieu d'exécution des prestations est le suivant : Aéroport de Marseille Provence, 13700, Marignane

### **ARTICLE 2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION**

#### **2-1. Définition de la procédure**

La présente consultation est lancée selon la procédure **adaptée** définie aux articles L.2123-1 et R.2123-1 à R.2123-7 du CCP.

#### **2-2. Décomposition en tranches et en lots**

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches. L'opération de travaux n'est pas allotie,

### **2-3. Nature de l'attributaire**

Le marché sera conclu :

- Soit avec une entreprise unique ;
- Soit avec des entreprises groupées conjointes ou des entreprises groupées solidaires.

Le mandataire du groupement conjoint sera solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du maître d'ouvrage.

Conformément aux articles L.2141-13, L.2141-14 du CCP, lorsque le motif d'exclusion de la procédure de passation concerne un membre d'un groupement d'opérateurs économiques, l'acheteur exige son remplacement par une personne qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion dans un délai de dix jours à compter de la réception de cette demande par le mandataire du groupement, sous peine d'exclusion du groupement de la procédure.

Lorsqu'un groupement se trouve dans un des cas visés à l'article R.2142-26 du CCP, le maître d'ouvrage peut l'autoriser à continuer la procédure. Dans ce cas, le groupement propose dans les dix jours à l'acceptation du maître d'ouvrage un ou plusieurs nouveaux membres du groupement ou sous-traitants.

### **2-4. Compléments à apporter au cahier des clauses techniques particulières**

Les candidats n'ont pas à apporter de complément au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

### **2-5. Variantes**

Les candidats doivent répondre à la solution de base.

Les candidats peuvent présenter une offre comportant une ou des variantes dont les exigences minimales à respecter sont les suivantes :

Les variantes ne pourront porter que sur la nature des matériaux mis en œuvre qui pourra différer des produits spécifiés au CCTP tout en conférant aux ouvrages des caractéristiques de résistance au moins équivalentes.

Les modalités de leur présentation sont précisées à l'article 3-2 ci-après.

### **2-6. Prestations supplémentaires éventuelles**

Sans objet.

### **2-7. Exigences minimales de la négociation**

Sans objet.

### **2-8. Délai d'exécution des travaux**

Le délai d'exécution des travaux est fixé dans l'acte d'engagement.

### **2-9. Modifications de détail au dossier de consultation**

Le RA se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation. Celles-ci doivent être communiquées au plus tard 6 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

## **2-10. Délai de validité des offres**

Le délai de validité des offres est de 180 jours. Il court à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

En cas de remise d'offre optimisée de la part d'un candidat à la suite d'une séance de négociation (facultative pour le représentant de l'acheteur) ce délai de 180 jours repart de la date de limite de remise d'offre optimisée fixée par le représentant de l'acheteur.

En cas d'absence de remise d'offre optimisée de la part d'un candidat à la suite d'une séance de négociation, l'offre initiale est maintenue. Son délai de validité repart de la date de limite de remise d'offre optimisée fixée par le représentant de l'acheteur.

## **2-11. Dispositions relatives aux prestations intéressant la Défense**

Sans objet.

## **2-12. Garantie particulière pour matériaux de type nouveau**

Sans objet

## **2-13. Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs sur le chantier (SPS)**

**A.** Le chantier étant soumis aux dispositions de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 et des textes pris pour son application, seront remis aux titulaires des marchés lors de la période de préparation :

- Le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS) ;
- La Notice en matière de Sécurité et de Protection de la Santé ;
- Les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants.

**B.** Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS)

Le chantier est soumis aux dispositions de la section 5 du décret n° 94-1159 du 26 décembre 1994 modifié.

L'/Les entreprise(s) retenue(s) et ses/leurs sous-traitants éventuels seront tenus notamment de remettre au coordonnateur SPS un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé.

**C.** Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et de Conditions de Travail (CISSCT)

Sans objet.

## **2-14. Mesures particulières concernant la propreté en site urbain**

L'attention des entreprises est appelée sur les conditions d'exécution des travaux projetés en ce qui concerne la tenue du chantier, son apparence extérieure et sa propreté.

Les entreprises joindront en conséquence à leur offre un engagement à ce sujet sous la forme d'un Dossier de propreté du chantier, traitant en particulier des points suivants :

Le dossier de propreté devra répondre aux exigences du CCTP.

## **2-15. Appréciation des équivalences dans les normes et les labels**

La norme française transposant la norme européenne constitue la référence technique qui doit être respectée par les produits.

Lorsqu'une spécification technique est définie par référence à une norme ou à un label, le soumissionnaire prouve dans son offre, par tout moyen approprié, que les solutions qu'il propose respectent de manière équivalente cette spécification.

Lorsqu'une spécification technique est définie en termes de performances ou d'exigences fonctionnelles, le soumissionnaire prouve, par tout moyen approprié, que son offre est conforme à des normes ou documents équivalents qui eux-mêmes correspondent aux performances ou exigences fonctionnelles exigées.

## **2-16. Clauses sociales et environnementales**

### **S'agissant de la clause obligatoire d'insertion par l'activité économique**

Sans objet.

### **S'agissant de la clause environnementale**

Les conditions d'exécution du marché comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable en conciliant développement économique, protection et mise en valeur de l'environnement et progrès social.

Ces conditions font l'objet d'un critère « développement durable » relatif aux mesures de respect de l'environnement et la gestion des déchets de chantier. Ces dispositions sont détaillées dans le CCTP notamment au chapitre 13 – plan de respect de l'environnement.

## **ARTICLE 3. DEROULEMENT DE LA CONSULTATION**

Le retrait du dossier de consultation se fait par téléchargement sur le profil d'acheteur.

Les candidatures et les offres des candidats seront entièrement rédigées ou traduites en langue française ainsi que les documents de présentation associés. Cette obligation porte également sur tous les documents techniques justifiant de la conformité d'un produit à une norme ou d'une marque de qualité non française dont l'équivalence est soumise à l'appréciation du maître d'ouvrage. Toutefois ce dernier se réserve le droit de se faire communiquer ces documents techniques dans leur langue d'origine.

Une même personne ne peut représenter plus d'un candidat.

**Il est rappelé que le ou les signataires doivent être habilités à engager le candidat.**

## **3-1. Solution de base**

### **3-1.1. Documents fournis aux candidats**

Le présent dossier de consultation est constitué par :

- Le présent Règlement de Consultation (RC) et ses annexes :
  - 1 – Cadre du SOPAQ ;
  - 2 – Cadre du mémoire technique ;
  - 3 – Cadre de la notice du SOGED ; ;
- L'Acte d'Engagement (AE) et ses annexes éventuelles ;

- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et ses annexes :
  - La Notice en matière de Sécurité et de Protection de la Santé ;
  - Les déclarations de travaux effectuées auprès du téléservice du guichet unique et les réponses des exploitants ;
- La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes énumérées en dernière page du CCTP ;
- Les modèles SNIA de déclaration de sous-traitant de rangs 1 et 2.

### **3-1.2.** Composition du dossier à remettre par les candidats

Le dossier à remettre par les candidats comprendra les pièces suivantes :

#### **3-1.2.1. dans un sous dossier « Candidature » :**

##### **Situation juridique - références requises :**

- Si le candidat utilise le DUME :
  - Les documents et renseignements mentionnés à l'article R.2143-4 du CCP en complétant le DUME rédigé en français.



- Si le candidat n'utilise pas le DUME :
  - Les documents et renseignements mentionnés à l'article R.2143-3 du CCP, à cet effet le candidat pourra utiliser les formulaires DC1 et DC2 téléchargeables sur le site <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>;
  - La forme juridique du candidat ;
  - En cas de groupement, sa nature et le nom du mandataire ;
  - Les pouvoirs de la personne habilitée pour engager le candidat y compris, en cas de groupement, le cas échéant, les habilitations nécessaires pour représenter les entreprises au stade de la passation du marché.
- Les candidats entrant dans le cas des interdictions de soumissionner prévues aux articles L.2141-1 à L.2141-6 du CCP seront exclus ;
- Les candidats entrant dans les cas des interdictions de soumissionner prévues aux articles L.2141-7 à L.2141-11 du CCP pourront être exclus ;

**Capacité économique et financière - références requises :**

- Si le candidat utilise le DUME :
  - Les documents et renseignements mentionnés à l'article R.2143-4 du CCP en complétant le DUME rédigé en français.
- Si le candidat n'utilise pas le DUME :
  - Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les travaux objet du marché, réalisés au cours des 3 derniers exercices disponibles ;
  - Une déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels par attestation conforme à l'article A 243-2 et suivants du code des assurances. Le candidat peut prouver sa capacité par tout autre document considéré comme équivalent par le maître d'ouvrage.

**Référence professionnelle et capacité technique - références requises :**

- Si le candidat utilise le DUME :
  - Les documents et renseignements mentionnés à l'article R.2143-4 du CCP en complétant le DUME rédigé en français.
- Si le candidat n'utilise pas le DUME :

\* les candidats devront justifier d'une capacité technique pour réaliser une dalle béton avec les tolérances imposées.

\* pour les opérations de piquetages et d'implantations topographiques, prévues à la charge du titulaire, les candidats devront justifier d'une compétence de géomètre "spécialisé dans la navigation aérienne" (usage fréquent du document « Relevé des aides à la navigation aérienne » édité par le Service de l'Information Aéronautique - DGAC/SIA).

Pour rappel, un candidat ne disposant pas, à lui seul, de l'ensemble des compétences exigées, peut former un groupement momentané d'entreprises, conjoint ou solidaire ou avoir recours à un sous traitant. Dans ce cas, les capacités de l'ensemble du groupement ou du titulaire et son sous traitant seront analysées.

### **A - Expérience :**

La présentation d'une liste des travaux en cours d'exécution ou exécutés au cours des 5 dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants. Ces attestations indiquent le montant, l'époque et le lieu d'exécution des travaux et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin.

### **B - Capacités professionnelles :**

- L'indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de conduite des travaux de même nature que celle du marché ;

La preuve de la capacité de l'entreprise, de la société peut être apportée par tous les moyens, notamment par des références attestant de la compétence du candidat à réaliser les travaux pour lesquels il concourt. Ces références seront d'ampleurs similaires, réalisées par les intervenants de l'agence (agence qui réalisera les travaux et non par la société nationale) sur les 5 dernières années, précisant la nature exacte des travaux, le coût de l'opération, le nom du Maître d'Ouvrage, etc.... Ces références de travaux seront appuyées par des attestations de bonne conduite délivrées par le destinataire privé ou publique (maître d'ouvrage ou maître d'œuvre) de l'opération et précisant si les travaux ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin.

\* Les capacités professionnelles pourront être présentées sous la forme de certificats de qualifications professionnelles (identifications ou certificats délivrés par des organismes professionnels) et de certificats de qualité (certificat attribué par un organisme certificateur ou attestant de l'existence d'un manuel de qualité et de procédures, Norme de la série NF-EN-ISO 9001, 9002, 9003), référence FNTF : démolition par engin mécanique (211), travaux de terrassement courants (232), couches de forme en matériaux granulaire (234), Assises de chaussées (331), Revêtements en matériaux enrobés (332), réseaux souterrains électriques (64)

La preuve de ces capacités peut être apportée par tout autre moyen notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références de travaux attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat.

### **C - Capacités techniques :**

- Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement, pour chacune des 3 dernières années ;
- Une déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du marché public.

Pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières, le candidat, même s'il s'agit d'un groupement, peut demander que soient également prises en compte les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques quelle que soit la nature juridique des liens existant entre ces opérateurs et lui (notamment en cas de sous-traitance). Dans cette hypothèse, le candidat apporte les justifications des capacités du ou des opérateurs économiques en cause et produit un engagement écrit de ce ou ces derniers justifiants qu'il en dispose pour l'exécution du marché.

L'acheteur exige la fourniture des documents demandés même s'ils ont déjà été transmis lors d'une précédente consultation.

En sus, les attestations d'assurance visées à l'article 1-6.3 du CCAP seront remises avant la notification du marché.

L'attributaire devra indiquer l'adresse à laquelle lui seront faites les notifications, dès lors qu'elle serait différente de celle portée à l'article premier de l'acte d'engagement et ce avant la notification du marché. A défaut d'une telle indication, toutes les notifications seront valablement effectuées à celle de l'acte d'engagement.

Si le candidat utilise le DUME, le candidat devra faire figurer les informations précitées dans cet article 3-1.2.

### **3-1.2.2. dans un autre sous dossier « Offre » :**

#### **A - Un projet de marché comprenant :**

- **L'acte d'engagement** : cadre ci-joint à compléter, dater et signer électroniquement conformément à l'article 5-1 du présent RC par le(s) représentant(s) habilité(s) de l'entreprise ;

Dans le cas d'un groupement (qu'il soit conjoint ou solidaire), le candidat joindra l'annexe relative à la répartition et la valorisation des prestations entre les cotraitants ;

En cas de recours à la sous-traitance, conformément aux articles L.2193-4, L.2193-5 et R.2193-1 du CCP, le candidat doit compléter cet acte d'engagement en l'accompagnant du modèle d'acte de sous-traitance du Service National d'Ingénierie Aéroportuaire fourni dans le DCE complété à raison d'un par sous-traitant. Pour chacun des sous-traitants, le candidat devra également joindre les renseignements exigés par l'article R.2193-1 du CCP.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer au bénéfice de l'avance prévue à l'article 5-2 du CCAP, ils doivent le préciser à l'article 4 de l'acte d'engagement.

- **La décomposition du prix global forfaitaire** : cadre ci-joint à compléter sans modification. Seule la colonne quantité, qui est fournie à titre indicatif, peut être modifiée ;

#### **B – Un dossier technique comprenant :**

Au projet de marché sera joint le mémoire justificatif et explicatif comportant le/les document(s) suivant(s) :

- Le Schéma Organisationnel du Plan d'Assurance de la Qualité (SOPAQ) cadre ci-joint à compléter (annexe 1 du RC) servant de support pour l'établissement et la mise en œuvre du plan d'assurance de la qualité (PAQ). Le SOPAQ deviendra contractuel à la signature du marché.
- Un mémoire technique établi par le candidat sur le cadre ci-joint à compléter (annexe 2 du RC).
- Une notice retraçant le Schéma d'Organisation de la GEstion des Déchets de Chantier (SOGED) cadre ci-joint à compléter (annexe 3 du RC).

#### **C - Les pièces non contractuelles destinées au jugement de l'offre :**

- **La Décomposition du Prix Global Forfaitaire (DPGF)** : cadre ci-joint à compléter sans modification. Seule la colonne quantité, qui est fournie à titre indicatif, peut être modifiée ;
- Tous sous-détails de prix que le candidat jugerait nécessaire de joindre à son offre.

Dans le cas d'un **groupement (qu'il soit conjoint ou solidaire)**, les candidats devront préciser dans l'annexe à l'acte d'engagement la répartition des postes techniques par cotraitant ainsi qu'une ventilation valorisée pour chacun d'eux. Pour cela, ils pourront s'inspirer du cadre de la décomposition du prix global forfaitaire.

### **3-1.3.** Fourniture d'échantillons, de maquettes ou de prototypes

Sans objet.

### **3-1.4.** Documents à fournir par le candidat susceptible d'être retenu

Pour l'application des articles L.2141-1 à L.2141-14 du CCP le candidat susceptible d'être retenu devra fournir :

- Une déclaration sur l'honneur attestant que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'interdictions visées aux articles L.2141-1 et L.2141-4 du CCP
- Les certificats fiscaux et sociaux
- Les pièces prévues aux articles R. 1263-12 (copie de la déclaration de détachement de travailleurs), D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 (attestation sociale ou documents relatifs aux contractants étrangers ou liste nominative des salariés étrangers) du code du travail
- Le numéro unique d'identification permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais d'un système électronique mentionné au 1o de l'article R. 2143-13 ou, s'il est étranger, produit un document délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente de son pays d'origine ou d'établissement, attestant de l'absence de cas d'exclusion
- Un RIB lisible.

ou les documents équivalents ou déclaration en cas de candidats étrangers, traduits en français.

En sus, les attestations d'assurance visées à l'article 1-6.3 du CCAP seront remises avant la notification du marché.

Par mesure de simplification, les candidats sont invités à fournir ces documents ainsi que l'acte d'engagement signé dès le dépôt de leur offre. Si le représentant de l'acheteur constate l'absence de l'une de ses pièces lors de l'analyse des candidatures, il demandera au candidat susceptible d'être retenu de compléter son dossier de candidature

## **3-2. Variantes**

Le dossier général "Variantes" comportera un sous-dossier particulier pour chaque variante proposée.

Chaque sous-dossier particulier sera constitué de toutes les pièces de l'offre de base qui sont modifiées par la variante.

De plus, seront ajoutés :

- les adaptations à apporter éventuellement au CCAP ;
- les modifications du CCTP et des pièces annexes qui sont nécessaires pour l'adapter aux variantes proposées ;
- les pièces explicatives nécessaires à la compréhension de la variante (plans, notes de calcul, calendrier d'exécution, etc.)

## **ARTICLE 4. SELECTION DES CANDIDATURES - EXAMEN DES OFFRES ET NEGOCIATION**

Le RA commencera par analyser les candidatures avant d'examiner les offres.

### **4-1. Sélection des candidatures**

Seuls seront ouverts les plis qui ont été reçus au plus tard à la date et l'heure limites de remise des offres.

Au vu des seuls renseignements relatifs aux candidatures, celles qui ne peuvent être admises en application des dispositions des articles R.2144-1 à R.2144-7 du CCP sont éliminées par le RA.

En cas de candidatures incomplètes, l'acheteur se réserve la possibilité de demander aux candidats concernés de compléter celles-ci.

### **4-2. Jugement et classement des offres**

Les offres anormalement basses sont définies à l'article L.2152-5 du CCP. Elles seront traitées conformément aux articles R.2152-3 à R.2152-5 du CCP.

Les offres inappropriées, inacceptables et irrégulières sont définies aux articles L.2152-1 et L.2152-4 du CCP.

Après examen, les offres inappropriées seront éliminées conformément à l'article R.2152-1 du CCP.

Le RA se réserve la possibilité de négocier le présent marché avec les 3 premiers candidats à l'issue de l'analyse des offres initiales.

La négociation sera menée au regard des critères d'attribution des offres. La négociation ne peut porter sur l'objet du marché, ni modifier substantiellement les caractéristiques et les conditions d'exécution de celui-ci, telles qu'elles sont définies dans les documents de la consultation.

La négociation sera menée dans les locaux de l'acheteur ou selon les modalités définies par ce dernier. Les soumissionnaires seront informés des conditions d'organisation (date, heure, lieu, modalités). Les échanges relatifs à cette négociation sont menés en français.

Au terme de la négociation, les offres demeurées irrégulières ou inacceptables sont éliminées. Toutefois, il se réserve la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans négociation.

Après classement des offres conformément aux critères pondérés définis ci-après, l'offre économiquement la plus avantageuse est choisie par le RA.

Les critères d'attribution du marché seront pondérés comme suit :

| Critère d'attribution   | Pondération   |
|---|---|
| <p><b>N°1 – Critère Prix</b> : Prix global et forfaitaire, au regard du montant TTC écrit en lettre dans l'acte d'engagement.</p> <p>Le candidat le moins disant se verra attribuer la note maximale (totalité des points du critère : 50 points).</p> <p>Note prix « Np » noté sur 50 points sur la base de la formule suivante :</p> <p><b><math>Np = 50 \times (P0 / Pi)</math></b></p> <p>dans laquelle :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Np est la note de l'offre considérée et attribuée au critère "Prix" avant pondération. Elle est arrondie à 2 décimales ;</li> <li>Pi est le montant de l'offre considérée, exprimée en € TTC ;</li> <li>P0 est le montant de l'offre la moins disante exprimée en € TTC.</li> </ul>  | 50 points   |
| <p><b>N°2 – Critère Technique*</b> : La valeur technique des prestations, au regard du mémoire technique justificatif et explicatif.</p> <p><b>Sous-critère 1 – Organisation du chantier</b><br/>Description de l'organisation globale prévue par le candidat pour prendre en compte le contexte particulier du chantier sur la plateforme aéroportuaire (Organisation des livraisons et des déplacements, prise en compte des contraintes liées à l'exploitant, SOPAQ,...).</p> <p><b>Sous-critère 2 – Calendrier de réalisation</b><br/>Il se présentera sous forme d'un diagramme de Gantt avec pas de temps d'une journée, et indiquera : les tâches détaillées, le regroupement des tâches, leurs enchaînements logiques, leurs durées, les effectifs prévus, le nombre d'équipes avec leurs roulements. Ce planning permettra de visualiser l'ensemble des travaux et les préparations et exécutions de chacune des phases et ce en cohérence avec le calendrier prévisionnel d'exécution fourni dans le présent dossier de consultation.</p> <p><b>Sous-critère 3 - Ressources affectées au marché - Description des moyens humains et matériels (caractéristiques et rendement) qui seront dédiés au chantier.</b></p> <p>*Moyens en personnels<br/>Les moyens humains mis en œuvre pour garantir le respect du planning et l'organisation du chantier en particulier avant et pendant les périodes de travaux dans les passes imposées :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- composition des équipes permanentes chargées de la réalisation des prestations, en précisant le nombre de personnes et leurs qualifications.</li> <li>- Les effectifs seront désignés (noms et qualifications des personnes avec leurs curriculums vitae précisant leurs références personnelles), afin de démontrer leurs capacités à mener à bien l'ensemble des prestations.</li> </ul> <p><b>Sous-critère 4 – Propreté du chantier</b><br/>Description des moyens mis à disposition pour assurer la propreté quotidienne sur la plateforme.</p> <p><b>N°3 – Critère « développement durable »*</b> :</p> | <p>40 points</p> <p>10 points</p> <p>10 points</p> <p>15 points</p> <p>5 points</p> |

| Critère d'attribution   | Pondération |
|---|-------------|
| Le critère « développement durable », veillant au respect de la notion de "développement durable" sera noté au regard du contenu des éléments d'une note explicitant les mesures de respect de l'environnement et la gestion des déchets de chantier. | 10 points   |

### **4-3. Méthode de calcul des offres**

#### **4-3.1.** Appréciation du critère prix

Pour l'analyse des offres, le seul montant faisant foi est le montant total en lettres en € TTC figurant dans l'acte d'engagement. Il prévaudra sur toute autre indication dans l'offre du candidat.

En cas de discordance entre ce montant et celui figurant dans la DPGF, si le candidat concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier la DPGF pour la mettre en harmonie avec le prix figurant en lettres TTC dans l'acte d'engagement, en cas de refus son offre sera éliminée comme non cohérente.

Les formules dans les DPGF sont pré-renseignées. Cependant, il appartient au candidat de vérifier ces formules et de s'assurer que les totaux tiennent compte de toutes les lignes renseignées. Lors de l'examen des offres, le RA se réserve la possibilité de se faire communiquer les décompositions ou sous-détails des prix, ayant servi à l'élaboration des prix, qu'il estimera nécessaires.

Si le candidat pressenti ne fournit pas les certificats, attestations ou déclarations mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP son offre sera rejetée. Dans ce cas, l'élimination du candidat sera prononcée par le RA qui présentera la même demande au candidat suivant dans le classement des offres.

Le RA pourra, à tout moment, ne pas donner suite à la procédure. Les candidats en seront informés.

#### **4-3.2.** Appréciation du critère technique

L'ensemble des notes sera recalculé au moyen de la formule suivante :

$N(i) = 40 \times (NT(i) / NT(m))$  dans laquelle

$N(i)$  est la note valeur technique attribuée à l'offre du candidat (i)

$NT(i)$  est la note valeur technique du candidat (i)

$NT(m)$  est la note valeur technique du candidat ayant eu la meilleure note.

Le candidat ayant obtenu le nombre de points le plus élevé sur ce critère se verra ensuite attribuer la meilleure note (40).

#### **4-3.3.** Appréciation du critère environnementale

L'ensemble des notes sera recalculé au moyen de la formule suivante :

$N'(i) = 10 \times (NDD(i) / NDD(m))$  dans laquelle

$N'(i)$  est la note « développement durable » attribuée à l'offre du candidat (i)

$NDD(i)$  est la note « développement durable » du candidat (i)

$NDD(m)$  est la note « développement durable » du candidat ayant eu la meilleure note.

Le candidat ayant obtenu le nombre de points le plus élevé sur ce critère se verra ensuite attribuer la meilleure note (10).

#### **4-3.3.** Note finale de l'offre

La note totale de chaque offre sera donc de la forme suivante :

**La note finale (sur 20) du candidat sera :  $\text{note}_{\text{prix}} + \text{note}_{\text{tech}} + \text{Note}_{\text{Devdurable}}$**

### **ARTICLE 5. CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DE L'OFFRE**

**Les offres seront établies en euros et transmises en une seule fois.**

**Les offres seront remises obligatoirement par voie électronique.**

#### **5-1. Offre remise par échange électronique sur la plate-forme de dématérialisation**

Si plusieurs offres sont successivement transmises par un même candidat, seule est ouverte la dernière offre reçue, par voie électronique, par le maître d'ouvrage dans le délai fixé pour la remise des offres.

Cependant, conformément à la jurisprudence en vigueur (CE, 20 décembre 2021, n°454801), en cas de dépôts successifs d'un même soumissionnaire, le pouvoir adjudicateur apprécie les caractéristiques du dernier pli transmis afin de déterminer s'il peut l'analyser comme étant une offre complète. A défaut, il procède à l'ouverture des dépôts précédents. Dans le cas où des documents contradictoires/différents figureraient dans plusieurs plis ouverts pour un même candidat, les documents faisant foi seront ceux du dernier pli déposé.

Les candidats appliquent le même mode de transmission à l'ensemble des documents qu'ils adressent au maître d'ouvrage.

Lors de la première utilisation de la plate-forme de dématérialisation (<http://www.marches-publics.gouv.fr>), le candidat installera les prérequis techniques et prendra connaissance du manuel d'utilisation.

La remise d'une offre par voie électronique se fera sur la plate-forme de dématérialisation sous la référence **SNIA\_PAI-AIX\_MAPA\_25-109**.

En outre, cette transmission le sera selon les modalités suivantes :

- L'offre devra parvenir à destination avant la date et l'heure indiquées dans la page de garde du présent règlement ;
- La durée de la transmission de l'offre est fonction du débit de l'accès Internet du candidat et de la taille des documents à transmettre, il est invité à s'assurer que tous les documents sont utiles à la compréhension de son offre ;
- Les dossiers qui seraient remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites fixées ci-dessus ne seront pas retenus, ils ne seront pas renvoyés à leurs auteurs ;
- Les documents à fournir, conformément à l'article 3-1.2 ci-dessus, devront l'être sous forme de fichiers informatiques ;



- Seuls les formats de fichiers informatiques de types pdf, dxf, ppt, doc, xls, sxw, sxc, sxi, sxd, odt, ods, odp, odg seront acceptés, ils ne doivent pas comporter de macros et peuvent être compressés dans des fichiers d'archives au format Zip. Leurs noms devront être suffisamment explicites ;
- Les documents pour lesquels une signature est requise sont signés électroniquement selon les modalités de l'annexe n°12 du CCP. Un zip signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient. En cas de fichier zippé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément et ne doit pas être verrouillé.

Les candidatures ou les offres dans lesquelles un programme informatique malveillant serait détecté par le maître d'ouvrage ne feront pas l'objet d'une réparation, le cas échéant, la copie de sauvegarde sera ouverte.

## **5-2. Copie de sauvegarde sur support papier ou sur support physique électronique**

### **5-2.1.** Remise de la copie de sauvegarde

Le candidat ou le soumissionnaire peut faire parvenir une copie de sauvegarde prévue à l'article R.2132-11 du CCP, dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres.

La copie de sauvegarde transmise à l'acheteur sur support papier ou sur support physique électronique doit être placée dans un pli comportant la mention lisible « copie de sauvegarde ».

La copie de sauvegarde sera transmise sous pli cacheté :

**L'enveloppe** portera l'adresse et mentions suivantes :

Service National d'Ingénierie Aéroportuaire  
Monsieur Yvan HANRIOT  
1 rue Vincent Auriol  
13627 Aix-en-Provence

Copie de sauvegarde pour :  
Remplacement de l'ILS 13L de la piste principale de l'aéroport Marseille Provence –  
Travaux de Génie Civil  
Consultation : **SNIA\_PAIX\_AIX\_MAPA\_25-109**

Nom du candidat ou des membres du groupement candidat (\*):  
«NE PAS OUVRIR»

(\*) En cas de groupement, l'identité du mandataire sera précisée.

Elle devra parvenir à destination avant la date et l'heure indiquées dans la page de garde du présent règlement.

Dans l'hypothèse d'un envoi sur support physique électronique (CD-Rom formaté "Joliet"), les documents pour lesquels une signature est requise sont signés électroniquement selon les modalités de l'annexe n°12 du CCP. Un zip signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient. En cas de fichier zippé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément et ne doit pas être verrouillé.

### **5-2.2.** Modalité d'ouverture de la copie de sauvegarde

La copie de sauvegarde sera ouverte, sous réserve qu'elle soit remise dans les conditions de précisées à l'article 5-2-1 ci-avant :

- Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou offres remises par voie électronique
- Lorsqu'une candidature ou une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

## **ARTICLE 6. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES**

Pour obtenir tous les renseignements d'ordre administratif et technique qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard 8 jours avant la date limite de remise des offres, une demande écrite en utilisant les fonctionnalités de la plate-forme de dématérialisation ([<http://www.marches-publics.gouv.fr>]) sous la référence précisée au 5-1.

Une réponse sera alors adressée en temps utile par l'intermédiaire de cette plate-forme à tous les candidats ayant retiré ou reçu le dossier, au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des offres.

## **ARTICLE 7. VISITES DES LIEUX**

### **La visite de site n'est pas imposée.**

Les candidats désirant se rendre sur le site devront s'adresser à/au :

Mme. Floriane ARMIROLI : [floriane.armiroli@aviation-civile.gouv.fr](mailto:floriane.armiroli@aviation-civile.gouv.fr) / 0698252470  
ou

M. Yvan HANRIOT : [yvan.hanriot@aviation-civile.gouv.fr](mailto:yvan.hanriot@aviation-civile.gouv.fr) / 0686443458

Les personnes souhaitant effectuer une visite, devront au préalable, en faire la demande impérativement 15 jours avant la date limite de remise des offres.

Les sociétés sont sensibilisées au fait qu'il y a des démarches administratives à effectuer en préliminaire (démarches payantes) pour accéder à la plateforme pour accéder à la plateforme aéroportuaire : celles-ci sont à la charge du candidat.

## **ARTICLE 8. PROCEDURES DE RECOURS**

L'instance chargée des procédures de recours et auprès de laquelle des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours est la suivante :

### **Tribunal administratif de Marseille**

31 rue Jean-François Leca

13002 Marseille

Téléphone : 04 91 13 48 13

Télécopie : 04 91 81 13 87

**Courriel : [greffe.ta-marseille@juradm.fr](mailto:greffe.ta-marseille@juradm.fr)**

Précisions concernant le(s) délai(s) d'introduction des recours :

- Référé précontractuel : depuis le début de la procédure de passation jusqu'à la signature du contrat (article L551-1 du Code de Justice Administrative) ;
- Référé Contractuel : 31 jours à compter de la date de publication de l'avis d'attribution du marché ou à défaut 6 mois à compter du lendemain du jour de la conclusion du marché. Toutefois ce référé n'est pas possible en cas de publication d'un avis d'intention de conclure le marché au moins 11 jours avant sa signature (article L551-13 à L551-23 et R551-7 à R551-10 du Code de Justice Administrative) ;
- Recours pour excès de pouvoir : dans un délai de 2 mois à compter de la notification de la décision de rejet (articles R421-1 à R421-3 du Code de Justice Administrative) ;
- Recours de plein contentieux : dans un délai de 2 mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité concernant l'attribution du marché.

# **ANNEXE N°1 AU REGLEMENT DE LA** **CONSULTATION**

|  |                    |   |
|--|--------------------|---|
| <b>SCHEMA<br/>DU<br/>PLAN<br/>(S.O.P.A.Q.)</b> | <b>D'ASSURANCE</b> | <b>ORGANISATIONNEL<br/><br/>QUALITE</b> |
|--|--------------------|---|

ENTREPRISE :

ADRESSE :

Référence du Marché : **SNIA\_PAI-AIX\_MAPA\_25-109**

Date :

## P R E A M B U L E

Le Plan d'Assurance Qualité définit les dispositions générales adoptées par l'entreprise pour le chantier "Remplacement de l'ILS 13L - Génie civil" concernant "Les prestations de génie civil, de terrassement et de VRD nécessaires au remplacement de l'ILS 13L de la piste principale de l'aéroport Marseille Provence et d'une intervention ponctuelle sur la rose de mesure du LOC 31 R de l'ILS 31R".

Le remplacement de ce système d'atterrissage aux instruments de la piste 1 (ILS 13L composé d'un Localizer, d'un Glide et d'un dispositif de mesure de distance d'atterrissage (DME Att)), nécessite la démolition partielle ou totale et la reconstruction des infrastructures génie-civil pour l'implantation des nouveaux équipements ainsi que des prestations de VRD (zones de stationnement, chambres de tirages, tranchées de courtes distances).

Le présent marché comporte à la fois le volet dépose/démolition (abris, dalles, massifs...) et le volet création (y compris dimensionnement) de dalles support et mise en place de fourreaux entre emplacements actuels et emplacements à créer.

Les rubriques suivantes devront impérativement faire l'objet de réponses précises ou d'engagements de la part des candidats, éventuellement co-signés par les fournisseurs ou producteurs concernés.

L'ensemble des réponses apportées à chacune des rubriques constituera le Schéma Organisationnel du Plan Assurance Qualité (SOPAQ). Ce document devient contractuel à la signature du marché.

Ces réponses, indispensables au choix du mieux-disant, seront examinées de manière rigoureuse pour l'application du critère de jugement « Valeur Technique » (sous critère Partie 1) prévue par l'article 4 du Règlement de Consultation.

Le Schéma Organisationnel du PAQ (SOPAQ) portant sur l'organisation générale. Les chapitres visés concernent principalement :

- L'organisation fonctionnelle du chantier et de la qualification de l'encadrement ;
- La liste envisagée des entreprises sous-traitantes et des principaux fournisseurs ;
- Les modalités du contrôle intérieur ;
- La liste des procédures d'exécution et les documents de suivi qui seront établis lors des phases ultérieures.

## **□ ANNEXE N°2 AU REGLEMENT DE LA CONSULTATION**

### **CADRE DU MEMOIRE TECHNIQUE**

ENTREPRISE :

ADRESSE :

Référence du Marché : **SNIA\_PAI-AIX\_MAPA\_25-109**

Date :

*Une attention particulière devra être apportée au renseignement de cette trame de réponse, notamment en ce qui concerne la proposition technique du candidat.*

*Cette trame permettra au pouvoir adjudicateur de juger les candidats sur les éléments relatifs au critère « valeur technique » mentionné au règlement de la consultation (critère évaluée à 40% de la note globale.)*

*Il ne s'agit pas de reporter dans ce cadre les informations générales de l'entreprise relative à la candidature mais les éléments spécifiques à la consultation visée en objet, permettant de juger l'offre*

**N°2 – Critère Technique**

**Partie 1 (sur 10 points) - Organisation du chantier**

Description de l'organisation globale prévue par le candidat pour prendre en compte le contexte particulier du chantier sur la plateforme aéroportuaire

*(Adaptation des horaires de travail aux contraintes de passages au PARIF, organisation des livraisons et des déplacements sur la plateforme aéroportuaire, prise en compte des contraintes liées à l'exploitant, ...)*

**Renvoi éventuel à des documents annexes le cas échéant :**

- Intitulé précis des annexes : SOPAQ,...

**Partie 2 (sur 10 points) - Calendrier de réalisation** - Planning détaillé et optimisé de l'enchaînement des prestations et description des moyens humains et matériels qui seront dédiés au chantier (*en particulier pour le respect des délais*) :

| Nom de la tâche (tâches minimales imposées par la DGAC à compléter et à préciser si besoin par entreprise) | Durée         | Début            | Fin              | Responsable | Observations / Contraintes DGAC / Moyens entreprise   |
|--|---------------|------------------|------------------|-------------|---|
| <b>PHASE 1(sans coupure piste, Travaux GC)</b>   | <b>20 jrs</b> | <b>Lun 04/01</b> | <b>Ven 29/01</b> |             | <i>L'ILS 13L est en fonctionnement, l'aire critique du localiser est à respecter</i>  |
| Relevés et implantations géomètre  | <i>1 jr</i>   | <b>Lun 04/01</b> |                  | ENTREPRISE  |   |
| Mise en place des installations de chantier et zones de stockage   |               | <b>Lun 04/01</b> |                  | ENTREPRISE  | <i>Les barrières GBA lestées ne peuvent pas être mises en place dans la zone de souffle de 80km/h (décollage en 31R de B 777), un marquage au sol s'y substituera dans cette zone</i>   |
| Approvisionnement des matériaux sur le site  |               | <b>Lun 04/01</b> | <b>Ven 22/01</b> | ENTREPRISE  |   |
| Dépose 1 chambre de tirage   |               | <b>Lun 04/01</b> | <b>Ven 22/01</b> | ENTREPRISE  |   |
| Sciage et déconstruction de la dalle « perdue » 28mx4m   |               | <b>Lun 04/01</b> | <b>Ven 22/01</b> | ENTREPRISE  | <i>La dalle contenant de l'amiante, l'ensemble des interventions devra être effectué conformément à la réglementation en vigueur en matière de repérage, de confinement, de protection des travailleurs, de retrait ou de gestion des matériaux amiantés.</i> |
| Déconstruction d'une partie de la voie de service  |               | <b>Lun 04/01</b> | <b>Ven 22/01</b> | ENTREPRISE  |   |
| <i>Réception terrassement et état du fond de fouille de la dalle des antennes</i>                          | <i>Jalon</i>  |                  |                  | <i>DGAC</i> |   |
| <i>Réception coffrage ferrailage</i>   | <i>Jalon</i>  |                  |                  | <i>DGAC</i> |   |
| Création d'une dalle pour le nouveau réseau d'antennes   |               | <b>Lun 04/01</b> | <b>Mer 20/01</b> | ENTREPRISE  | <i>Le coulage du béton doit être réalisé suffisamment tôt (temps de séchage à respecter) pour permettre la mise en place des antennes à partir du 10 février</i>  |



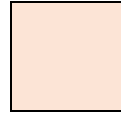
|   |              |                  |                  |             |   |
|---|--------------|------------------|------------------|-------------|---|
| <i>Réception de la dalle des antennes</i>   | <i>Jalon</i> |                  |                  | <i>DGAC</i> |   |
| Dépose de la clôture du côté du nouvel abri technique et stockage soigneux à la base de vie |              | <b>Lun 04/01</b> | <b>Ven 22/01</b> | ENTREPRISE  |   |
| <i>Réception terrassement et état du fond de fouille dalle nouvel abri technique</i>        | <i>Jalon</i> |                  |                  | <i>DGAC</i> |   |
| <i>Réception coffrage ferrailage</i>  | <i>Jalon</i> |                  |                  | <i>DGAC</i> |   |
| <i>Vérification du positionnement des fourreaux avant le coulage de la dalle</i>            | <i>Jalon</i> |                  |                  | <i>DGAC</i> |   |
| Création d'une dalle pour le nouvel abri technique  |              | <b>Lun 04/01</b> | <b>Ven 22/01</b> | ENTREPRISE  | <i>Le coulage du béton doit être réalisé suffisamment tôt (temps de séchage à respecter) pour permettre la mise en place de l'abri le 19 février</i>              |
| <i>Réception la dalle du nouvel abri technique avec longrine et marche</i>                  | <i>Jalon</i> |                  |                  | <i>DGAC</i> |   |
| <i>Réception terrassement et état du fond de fouille dalle mini abri</i>                    | <i>Jalon</i> |                  |                  | <i>DGAC</i> |   |
| <i>Réception coffrage ferrailage</i>  | <i>Jalon</i> |                  |                  | <i>DGAC</i> |   |
| <i>Vérification du positionnement des fourreaux avant le coulage de la dalle</i>            | <i>Jalon</i> |                  |                  | <i>DGAC</i> |   |
| Création d'une dalle pour le mini abri frangible  |              | <b>Lun 04/01</b> | <b>Ven 22/01</b> | ENTREPRISE  | <i>Le coulage du béton doit être réalisé suffisamment tôt (temps de séchage à respecter) pour permettre la mise en place du mini abri le 1<sup>er</sup> avril</i> |
| <i>Réception la dalle du mini abri</i>  | <i>Jalon</i> |                  |                  | <i>DGAC</i> |   |
| Réalisation de 5 tranchées pour le raccordement du nouvel abri technique                    |              | <b>Lun 04/01</b> | <b>Ven 22/01</b> | ENTREPRISE  |   |
| Pose de 6 chambres de tirage  |              | <b>Lun 04/01</b> | <b>Ven 22/01</b> | ENTREPRISE  |   |

|  |               |                  |           |               |   |
|--|---------------|------------------|-----------|---------------|---|
| Création du réseau de terre de la station LOC  |               | Lun 04/01        | Ven 22/01 | ENTREPRISE    |   |
| <i>Vérification de la soudure de tous les raccordements enterrés avant remblaiement, positionnement et nombre de remontées de cuivre et mesure des prises de terre</i> | <i>Jalon</i>  |                  |           | <i>DGAC</i>   |   |
| Réalisation d'une zone de propreté temporaire en grave compactée autour de la dalle des antennes   |               | Lun 25/01        | Ven 29/01 | ENTREPRISE    | <i>Epaisseur minimale : 20 cm de grave compactée. Cette épaisseur devra permettre la mise en œuvre d'une couche de béton maigre d'au moins 15 cm en phase 4, affleurant à la dalle, conformément aux prescriptions du DTU 13.1.</i> |
| Création d'un nouveau chemin d'accès en enrobé BBSG 0/14   |               | Lun 25/01        | Ven 29/01 | ENTREPRISE    |   |
| Relevé géomètre après-travaux GC de la phase 1   |               | Ven 29/01        | Ven 29/01 | ENTREPRISE    | <i>Les dalles des antennes et des abris doivent être parfaitement bien positionnées et réalisées avant la mise en place des antennes et des abris</i>   |
| Propreté   |               | Lun 04/01        | Ven 22/01 | ENTREPRISE    |   |
| <b>PHASE 2 (Réalisation du nouveau réseau d'antennes LOC et installation du nouvel abri technique)</b>   | <b>7 sem.</b> | Lun 01/02        | Ven 19/03 | TITULAIRE SNA |   |
| <b>PHASE 3 (Dépose de l'ILS13L)</b>  | <b>1 sem.</b> | Lun 22/03        | Ven 26/03 | TITULAIRE SNA |   |
| <i>Arrêt ILS 13L</i>   | <i>1 jr</i>   | <i>Lun 22/03</i> |           | <i>DGAC</i>   |   |
| <b>PHASE 4 (Travaux LOC et Glide avec piste 1 fermée)</b>  | <b>24 jrs</b> | Mer 30/03        | Ven 30/04 |               |   |
| <i>Coupure piste 1</i>   | <i>1 jr</i>   | <i>Mar 30/03</i> |           | <i>AMP</i>    | <i>Coupure piste 1</i>  |
| <b>LOC 13L et GLIDE 13L</b>  |               |                  |           |               |   |

|  |               |                  |                  |             |  |
|--|---------------|------------------|------------------|-------------|--|
| Enlèvement de l'abri technique LOC 13L pour mise en déchetterie  | <b>1.5 jr</b> | <b>Mer 31/03</b> | <b>Jeu 01/04</b> | ENTREPRISE  | <i>L'idéal serait de planifier l'enlèvement des deux abris techniques Loc et Glide à la même date</i>  |
| Enlèvement de l'abri technique Glide 13L existants pour mise en déchetterie  | <b>1.5 jr</b> | <b>Mer 31/03</b> | <b>Jeu 01/04</b> | ENTREPRISE  | <i>Concernant le GLIDE, le gabarit maximum des engins mécaniques est fixé à 5.6 m pour le GLIDE 13 L, de ce fait, l'intervention prévue devra avoir lieu de nuit pendant un créneau de fermeture de la piste n°2</i> |
| Sciage et destruction d'une partie de la dalle existante de l'abri technique LOC (commune avec celle du poste transformateur qui reste en place) | <b>2 jr</b>   | <b>Jeu 01/04</b> | <b>Ven 02/04</b> | ENTREPRISE  | <i>Le raccordement de l'alimentation et fibre optique au nouvel abri technique est prévu le 14/04</i>  |
| Mise en protection du ferrailage de la dalle sciée   |               |                  |                  | ENTREPRISE  |  |
| Pose d'une chambre de tirage sur la partie de dalle enlevée  |               |                  |                  | ENTREPRISE  |  |
| Réalisation de 3 tranchées pour finaliser le raccordement énergie et télécom de l'abri LOC   |               |                  |                  | ENTREPRISE  |  |
| Reconstitution du réseau de terre  | <b>9 jr</b>   | <b>Jeu 01/04</b> | <b>Mar 13/04</b> | ENTREPRISE  |  |
| <b>Vérification du réseau de terre</b>   | <b>Jalon</b>  |                  |                  | <b>DGAC</b> |  |
| Implantations géomètre Antenne NFM   |               |                  |                  | ENTREPRISE  |  |
| <b>Réception terrassement et état du fond de fouille dalle antenne NFM</b>   | <b>Jalon</b>  |                  |                  | <b>DGAC</b> |  |
| <b>Réception coffrage ferrailage</b>   | <b>Jalon</b>  |                  |                  | <b>DGAC</b> |  |
| Création d'une dalle pour l'antenne NFM (champ proche), à environ 98m devant les antennes, dans l'axe de piste                                   | <b>9 jr</b>   | <b>Jeu 01/04</b> | <b>Mar 13/04</b> | ENTREPRISE  | <i>Le coulage du béton et les pointes de diamant doivent être réalisées suffisamment tôt (temps de séchage à respecter) pour permettre la mise en place de l'antenne le 20/04</i>                                    |
| <b>Réception la dalle de l'antenne NFM et vérification des pointes de diamant</b>  | <b>Jalon</b>  |                  |                  | <b>DGAC</b> |  |

|  |              |           |           |             |   |
|--|--------------|-----------|-----------|-------------|---|
|  |              |           |           |             |   |
| Relevés géomètre après travaux de l'antenne NFM  | 1 jr         | Mer 14/04 |           | ENTREPRISE  | Le raccordement de l'antenne NF est prévu le 20/04  |
| Pose d'une chambre de tirage sur les fourreaux existants dans la rampe d'approche (antenne near field)   |              |           | Lun 19/04 | ENTREPRISE  |   |
| Réalisation de 3 tranchées pour le raccordement de l'antenne Near field  |              |           | Lun 19/04 | ENTREPRISE  |   |
| <i>Vérification des cols de cygne</i>  | <i>Jalon</i> |           |           | <i>DGAC</i> |   |
| Création du réseau de terre de l'antenne Near field  |              |           | Lun 19/04 | ENTREPRISE  |   |
| <i>Vérification de la soudure de tous les raccordements enterrés avant remblaiement, positionnement et nombre de remontées de cuivre et mesure des prises de terre</i> | <i>Jalon</i> |           |           | <i>DGAC</i> |   |
| Démontage et évacuation des antennes, câbles, chemin de câbles et accessoires  | 2 jr         | Lun 05/04 | Mar 06/04 | ENTREPRISE  |   |
| Destruction de la dalle existante du réseau d'antennes LOC   | 6 jr         | Lun 19/04 | Lun 26/04 | ENTREPRISE  |   |
| Réalisation d'une zone de propreté en béton lissé autour de la dalle des antennes  | 2 jr         | Lun 26/04 | Mar 27/04 | ENTREPRISE  | La zone de propreté doit être affleurante à la dalle, planifier en évitant un passage de camions susceptible d'endommager la zone de propreté |
| Nivellement du terrain devant le réseau d'antennes   |              |           |           | ENTREPRISE  |   |
| Matérialiser l'aire critique du LOC par des zébras peints en blanc sur le sol du parking tous les 1m et l'indication « NE PAS STATIONNER » peint en lettres blanches   |              |           |           | ENTREPRISE  |   |

|  |                 |                       |                  |             |   |
|--|-----------------|-----------------------|------------------|-------------|---|
| Relevés géomètre avant-travaux de la rose de mesure (après réalisation de la bande de roulement par AMP) | 1 jr            | Mer 14/04             |                  | ENTREPRISE  | <i>Si possible, optimisation des intervention géomètre, relevé après travaux antenne NFM et avant-travaux rose de mesure le même jour</i> |
| Rénovation de la rose de mesure du LOC 13L   | 2 jr            | Jeu 15/04             | Mer 16/04        | ENTREPRISE  |   |
| <b>LOC 31R</b>   |                 |                       |                  |             |   |
| Rénovation de la rose de mesure du LOC 31R   | 2 jr            | Jeu 15/04             | Mer 16/04        | ENTREPRISE  |   |
| <b>GENERALITES</b>   |                 |                       |                  |             |   |
| Relevés géomètre après travaux   | 2 jr            | Mar 27/04             | Mer 28/04        | ENTREPRISE  | <i>Les relevés doivent impérativement être terminés le 28/04 au plus tard</i>   |
| Repose de la clôture du côté du nouvel abri technique  |                 |                       |                  | ENTREPRISE  |   |
| Enlèvement des GBA plastiques lestées au LOC 13L   |                 |                       |                  | ENTREPRISE  |   |
| Propreté   |                 |                       |                  | ENTREPRISE  |   |
| Evacuation des installations de chantier et zones de stockage  |                 |                       |                  | ENTREPRISE  |   |
| <i>Etat des lieux fin chantier pour remise à AMP</i>   | <i>Jalon</i>    | Au plus tard le 28/04 |                  | <i>DGAC</i> |   |
| <i>Réouverture piste 1</i>   | <i>1 jr</i>     | <i>Ven 30/04</i>      |                  | <i>AMP</i>  |   |
| <b>PHASE 5 (Travaux Glide/DME et réglages LOC)</b>   | <b>5.5 sem.</b> | <b>Lun 03/05</b>      | <b>Ven 11/06</b> |             |   |
| <b>PHASE 6 (Réglages Glide/DME et travaux ST)</b>  | <b>6.5 sem.</b> | <b>Lun 14/06</b>      | <b>Ven 30/07</b> |             |   |



à remplir  
par les  
candidats

**Renvoi éventuel à des documents annexes le cas échéant :**

- Intitulé précis des annexes :

**Partie 3 (sur 15 points)** - Ressources affectées au marché - Description des moyens humains et matériels (caractéristiques et rendement) qui seront dédiés au chantier.

**Renvoi éventuel à des documents annexes le cas échéant :**

- Intitulé précis des annexes :

**Partie 4 (sur 5 points) – Propreté du chantier**

Dossier de propreté (Description des moyens mis à disposition pour assurer la propreté quotidienne sur la plateforme.) :

**Renvoi éventuel à des documents annexes le cas échéant :**

- Intitulé précis des annexes :



**N°3 – Critère « développement durable »**

**Partie 5 (sur 10 points) – Critère « développement durable »**

Le critère « développement durable », veillant au respect de la notion de "développement durable" sera noté au regard du contenu des éléments d'une note explicitant les mesures de respect de l'environnement et la gestion des déchets de chantier.

**Renvoi éventuel à des documents annexes le cas échéant :**

- Intitulé précis des annexes :

## **□ ANNEXE N°3 AU REGLEMENT DE LA CONSULTATION**

### **CADRE DE LA NOTICE DE PRÉSENTATION DU SCHÉMA ORGANISATIONNEL DE GESTION ET D'ÉLIMINATION DES DÉCHETS (SOGED)**

ENTREPRISE :

ADRESSE :

Référence du Marché : SNIA\_PAI-AIX\_MAPA\_25-109

Date :

Cette notice SOGED comprendra :

- Les méthodes qui seront employées pour ne pas mélanger les différents déchets ;
- Les centres de stockage et/ou centres de regroupement et/ou unités de recyclage vers lesquels seront acheminés les différents déchets ;
- Les moyens de contrôle, de suivi et de traçabilité qui seront mis en œuvre pendant les travaux.

**Renvoi éventuel à des documents annexes le cas échéant :**

- Intitulé précis des annexes :